



**Direction Départementale de la Cohésion Sociale
et de la Protection des Populations
Pôle de la Protection des Populations
Service de la Protection de l'Environnement**

-
Installation classée
soumise à autorisation n° 247
-

Exploitant :

SAS AXIROUTE

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 2013-DDCSPP-120
modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral N° 2002.1.133 du 21 février 2002
autorisant la SA B.T.P.M. (Bridier-Travaux Publics-Matériaux) à poursuivre
l'exploitation d'une carrière et de ses installations annexes de premier traitement de
matériaux de carrière sur le territoire de la commune de CORQUOY.**

Le Préfet du cher,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

...

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V,
- Vu** le code minier,
- Vu** la nomenclature des installations classées,
- Vu** le titre II du livre V du code du patrimoine relatif à l'archéologie préventive,
- Vu** l'arrêté modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- Vu** l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives,
- Vu** l'arrêté modifié du 1er février 1996 fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévues à l'article R. 516-2 du code de l'environnement,
- Vu** l'arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 200.1.0199 du 7 mars 2000 approuvant le schéma départemental des carrières,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2002.1.133 du 21 février 2002 autorisant la SA B.T.P.M. (Bridier-Travaux Publics-Matériaux) à poursuivre l'exploitation d'une carrière et de ses installations

annexes de premier traitement de matériaux de carrière sur le territoire de la commune de CORQUOY,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2003.1.926 du 31 juillet 2003 autorisant le changement d'exploitant de la SA B.T.P.M. (Bridier-Travaux Publics-Matériaux) au profit de la SARL CENTRE LOIRE GRANULATS,

Vu la demande de changement d'exploitant et de modifications des conditions d'exploitation présentée par la SAS AXIROUTE en date du 15 juin 2012,

Vu la demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'individus de l'espèce « Géranium Sanguineum » d'octobre 2008, déposée par l'exploitant le 17 novembre 2008 en préfecture du Cher,

Vu l'avis favorable à la demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'individus de l'espèce « Géranium Sanguineum » émis par le CNPN en date du 23 avril 2012,

Vu l'avis favorable de la Commission Départementale de la Nature, des paysages et des sites dans sa formation dite « des carrières » en date du 3 juin 2013 ;

Considérant que l'exploitant dispose des capacités techniques et financières nécessaires à l'exploitation et à la remise en état des carrières,

Considérant que l'exploitant a fourni un nouveau calcul des garanties financières en concordance avec les modifications des conditions d'exploitation demandées,

Considérant que le nouvel exploitant dispose de la maîtrise foncière des terrains,

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis au demandeur le 4 juin 2013 et que celui-ci, par courrier en date du 10 juin 2013 n'a formulé aucune observation,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations ;

ARRETE

Article 1 :

L'autorisation accordée par l'arrêté préfectoral n° 2002.1.133 du 21 février 2002 autorisant la SA B.T.P.M. (Bridier-Travaux Publics-Matériaux) à poursuivre l'exploitation d'une carrière et de ses installations annexes de premier traitement de matériaux de carrière sur le territoire de la commune de CORQUOY, transférée par à la SARL CENTRE LOIRE GRANULATS, par arrêté préfectoral n° 2003.1.926 du 31 juillet 2003, est transférée à la SAS AXIROUTE, dont le siège social est situé Zone Industrielle ORCHIDEE – 18570 – LA CHAPELLE ST URSIN.

Article 2 :

Le nouvel exploitant est tenu de se conformer aux prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2002.1.133 du 21 février 2002 autorisant la SA B.T.P.M. (Bridier-Travaux Publics-Matériaux) à poursuivre l'exploitation d'une carrière et de ses installations annexes de premier traitement de matériaux de carrière sur le territoire de la commune de CORQUOY, modifié par les articles ci après.

Article 3 :

Les paragraphes 2.1.1 à 2.1.7 de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral n°2002.1.133 du 21 février 2002 sont supprimés et remplacés par les dispositions suivantes.

2.1.1 Objet des garanties financières.

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités d'extraction de matériaux (carrière) de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site après exploitation.

2.1.2 Montant des garanties financières.

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

L'exploitation est menée en 1 période de 4 ans.

A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

Carrières en fosse ou à flanc de relief

Périodes	S1 (C1 = 15 555€/ha)	S2 (C2 = 36 290 €/ ha) pour les 5 premiers hectares (C2 = 29 625 €/ ha) pour les 5 suivants (C2 = 22 220€/ ha) au-delà	S3 (C3 = 17 775 €/m)	TOTAL en € TTC
1	5,034	13,511	1,487	583 435,41

S1 (en ha): Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha): Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

S3 (en ha): Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire de chaque front par la hauteur moyenne du front hors d'eau diminuée des surfaces remises en état.

L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur en décembre 2012, soit 702,1.

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.

2.1.3 Etablissement des garanties financières.

Dans les conditions prévues par le présent arrêté et dès sa notification, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié,
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

2.1.4 Renouvellement des garanties financières.

Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévue au point 4.3.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996.

2.1.5 Actualisation des garanties financières.

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01,
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

2.1.6 Révision du montant des garanties financières.

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toute modification des conditions d'exploitation telles que définies au présent arrêté.

2.1.7 Absence de garanties financières.

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 514-1 de ce code. Conformément à l'article L. 514-3 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

2.1.8 Appel des garanties financières.

Le préfet peut faire appel aux garanties financières :

- en cas de défaillance de l'exploitant, après intervention des mesures prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement, lorsque la remise en état, ne serait-ce que d'une partie du site, n'est pas réalisée selon les prescriptions prévues par l'arrêté d'autorisation ou le plan prévisionnel d'exploitation auquel il se réfère,
- en cas de disparition juridique de l'exploitant.

2.1.9 Levée de l'obligation de garanties financières.

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

Article 4 :

L'article 3.1.6 de l'arrêté préfectoral n°2002.1.133 du 21 février 2002 « Intégration dans le paysage et protection de la Flore » est complété par les dispositions suivantes :

Conformément à la décision du CNPN en date du 23 avril 2012, l'exploitant prend toutes dispositions pour :

- Assurer la conservation durable et la gestion adaptée de la pelouse calcicole située au nord-ouest de la carrière, concentrant l'essentiel des populations de l'espèce protégée,
- Réaliser le transfert des pieds de *Geranium sanguineum* situés au milieu de la carrière et empêchant son exploitation sur les talus situés en bordure, conformément au dossier d'octobre 2008,
- Réaliser un bilan de l'opération de transfert au bout d'une année, puis d'un suivi, tous les 3 ans, des populations de *Geranium sanguineum* et des autres espèces patrimoniales situées dans et autour de la carrière,
- Transmettre ces bilans et suivis à la DREAL Centre, au CBN du Bassin Parisien, ainsi qu'à l'expert délégué flore du CNPN.

L'avant dernier alinéa de l'article 3.1.6 de l'arrêté préfectoral n°2002.1.133 du 21 février 2002 « Intégration dans le paysage et protection de la Flore » stipulant que :

« Un suivi annuel de l'espèce dénommée Geranium sanguineum sera effectué, aux frais de l'exploitant de carrière, par une société ou un organisme compétent indépendant reconnu par le Ministère chargé de l'Environnement »

est supprimé.

Article 5 : les dispositions du premier alinéa le l'article 3.3.4 de l'arrêté préfectoral n°2002.1.133 du 21 février 2002 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage d'exploitation joint au présent arrêté préfectoral (annexe 1).

Article 6 :

Les dispositions de l'article 3.3.4.1 de l'arrêté préfectoral n°2002.1.133 du 21 février 2002 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Le carreau d'exploitation de la carrière aura pour cote minimale 140 m NGF. Cette exploitation ne pourra, en tout état de cause, être effectuée dans la nappe sous jacente.

L'exploitation présentera sous les faces nord, ouest et la pointe de la face sud 4 gradins de 5 mètres de hauteur maximum. La face est présentera 2 gradins de 5 et 12 mètres.

L'ensemble est conforme aux dispositions prévues par le dossier de demande de modification des conditions d'exploitation de juin 2012 et aux plans joints en annexe 1 du présent arrêté.

Article 7 :

L'article 3.6 de l'arrêté préfectoral n°2002.1.133 du 21 février 2002 est complété par la disposition suivante :

Cette remise en état respecte les caractéristiques dimensionnelles des plans joints en annexes 2, 3, 4 et 5 du présent arrêté.

Article 8 :

Le présent arrêté préfectoral ne sera effectif qu'à compter de la fourniture de l'acte de cautionnement des garanties financières, prévu à l'article 3 du présent arrêté.

Article 9 :

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 10 :

Indépendamment de ces prescriptions, l'administration se réserve le droit d'imposer ultérieurement, toutes celles que nécessiterait l'intérêt général.

Article 11 :

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Corquoy où elle pourra y être consultée. Le présent arrêté devra être affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de la SAS AXIROUTE.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise et faisant connaître qu'une copie du présent arrêté est tenue à la disposition de tout intéressé qui en fera la demande, sera affiché à la porte de la mairie de Corquoy pendant une durée minimale d'un mois. Le même extrait est publié sur le site Internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée identique.

Un certificat constatant l'accomplissement des formalités sera adressé à la **DDCSPP du Cher** (Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations - Pôle de la Protection des Populations - Service de la Protection de l'Environnement) - Cité administrative Condé - 2, rue Victor Hugo - CS 50 001 - 18003 BOURGES CEDEX.

Un avis sera inséré par les soins du **Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations** et aux frais de la société dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

Article 12 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la décision de l'administration, les recours suivants peuvent être introduits :

- **Un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet du Cher**
Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations - Cité administrative Condé - 2 rue Victor Hugo - CS 50001 - 18013 BOURGES cedex
- **Un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur**
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques - Place Beauvau - 75800 PARIS 08
- **Un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d'Orléans (28, rue de la Bretonnerie, 45054 Orléans Cedex 1) :**
 1. par le demandeur ou l'exploitant **dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.**
 2. par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de

l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 **dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.**

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui ont acquis ou pris à bail des immeubles ou ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Sous peine d'irrecevabilité, sauf dans les cas de dérogations ou d'exceptions prévus à l'article 1635bis Q du Code Général des Impôts, une contribution pour l'aide juridique de 35 Euros, en application du décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, doit être acquittée en cas de recours contentieux.

ARTICLE 13 :

M. le Secrétaire Général, M. le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, M. le Maire de Corquoy, M. le Responsable de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'au pétitionnaire.

Bourges, le 14 juin 2013

**Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur départemental et par délégation,
Le Directeur départemental adjoint,**

Signé

PLAN D'AVANCEMENT

Légende

Limite d'autorisation

Limite d'extraction

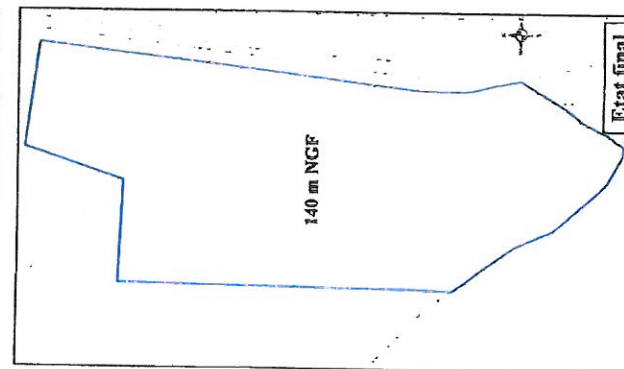
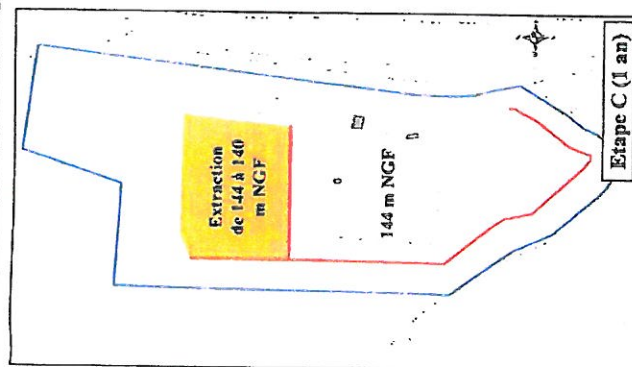
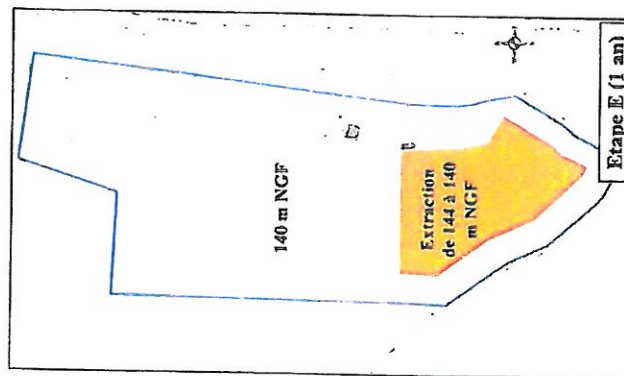
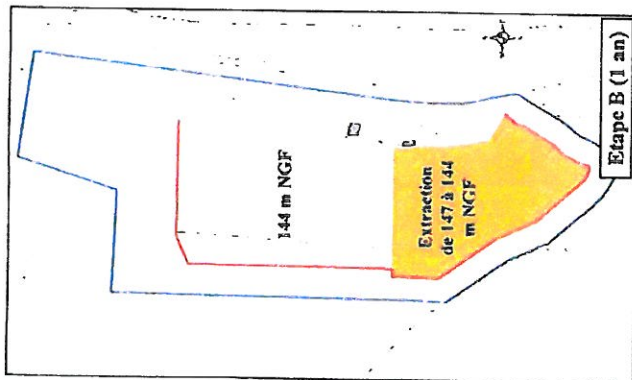
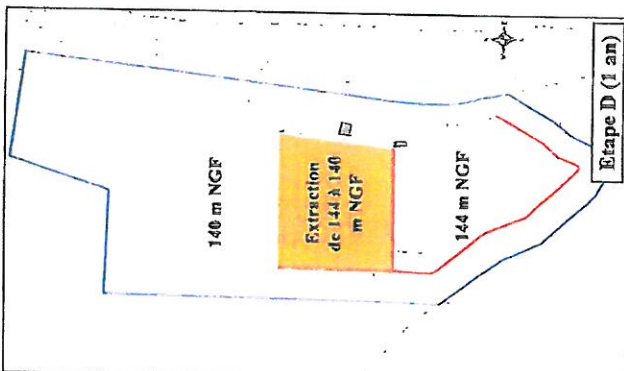
S1

S2 en cours d'exploitation

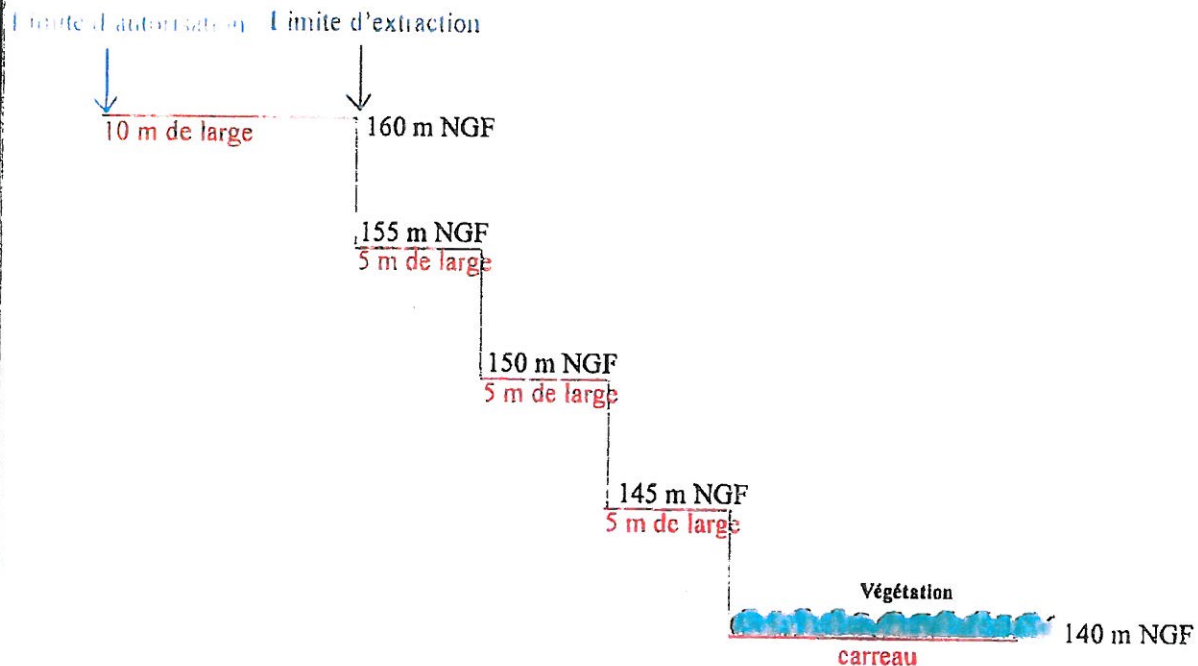
S2 déjà exploitée mais non réaménagée

S3

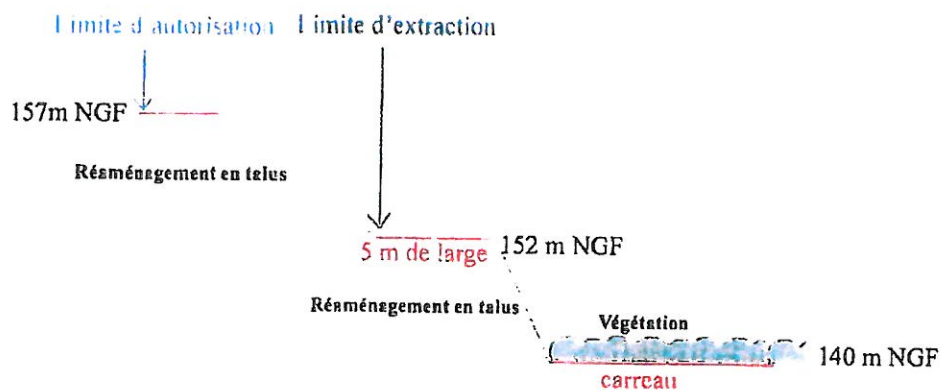
zones réaménagées



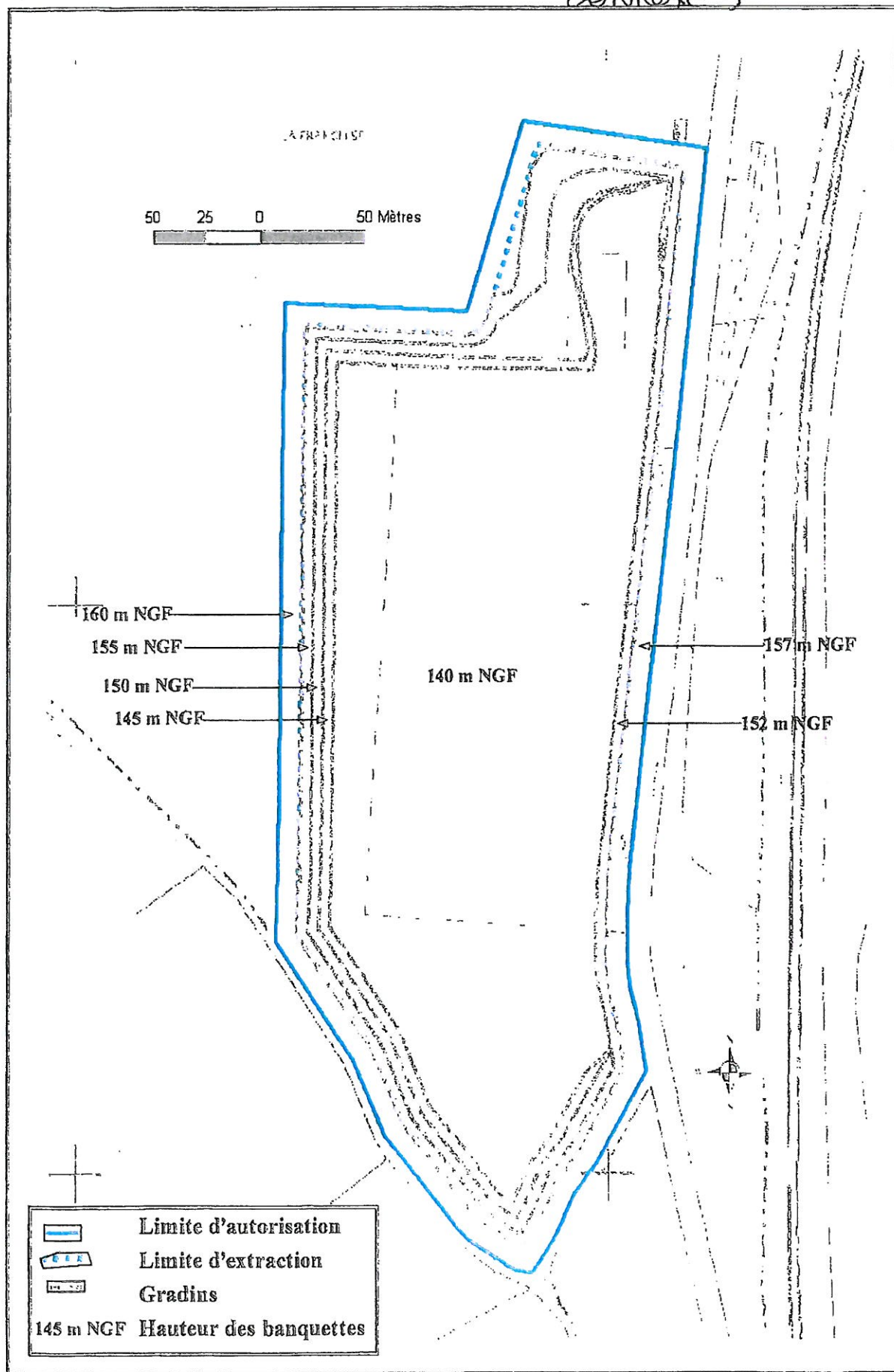
Partie ouest du site



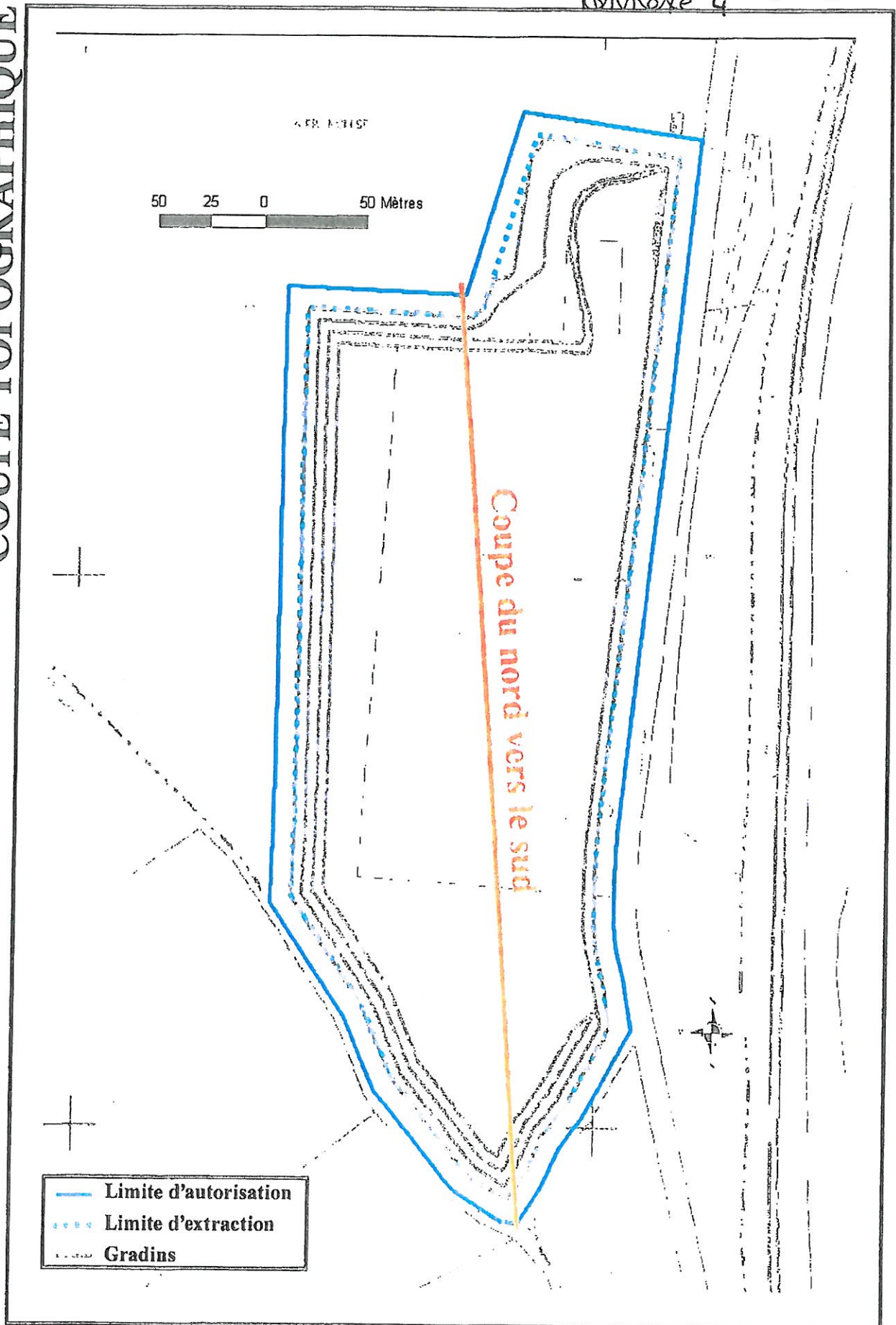
Partie est du site



PLAN DE REMISE EN ETAT

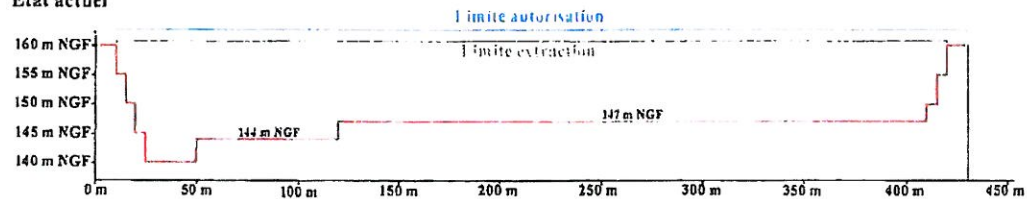


COUPE TOPOGRAPHIQUE

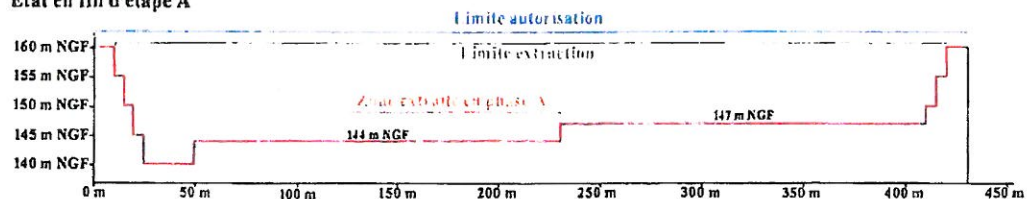


Coupe transversale du nord vers le sud

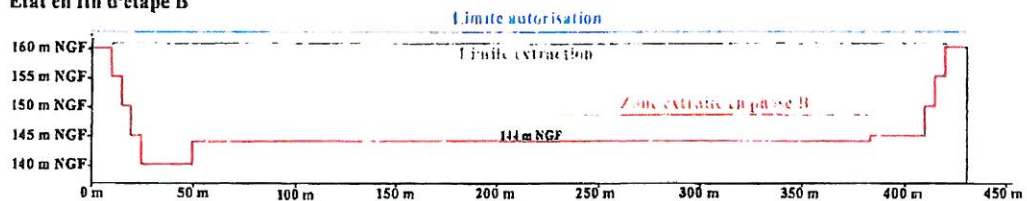
Etat actuel



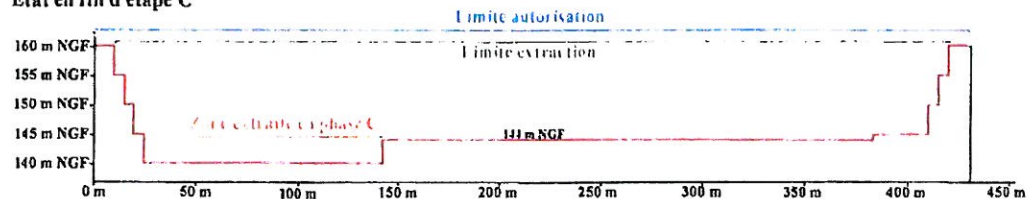
Etat en fin d'étape A



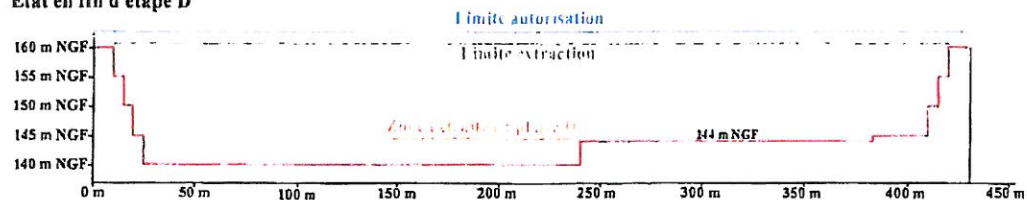
Etat en fin d'étape B



Etat en fin d'étape C



Etat en fin d'étape D



Etat en fin d'étape E

